

POUVOIR DE L'INFORMATION, INFORMATION DU POUVOIR

Par Nicolas DUVALLOIS

Mars 1979 : une majorité de députés, gauche et RPR réunis impose la création d'une commission d'enquête sur «les conditions de l'information publique». Juin 1979 : au nom de la défense du monopole des ondes, fait sans précédent, la police enfonce les portes du siège du PS, où se trouvaient quelques uns des animateurs de Radio-Riposte, la radio socialiste. Octobre 1979 : l'affaire des diamants de Giscard secoue les rédactions des journaux télévisés, propulsant sur le devant de la scène les conflits larvés qui opposent les journalistes aux directions. Décembre 1979 : le débat sur le monopole est relancé à l'Assemblée nationale.

De la coulisse, l'information passe sous les feux de l'actualité. Et la lumière dévoile de drôles de choses...

«Aujourd'hui, le détournement de la vocation pluraliste du service public ne permet pas au citoyen d'être informé d'une manière objective. Cela est particulièrement vrai pour la télévision». Ainsi parlent les membres du RPR de la commission d'enquête sur l'information. Le PS leur fait écho : «La France a devant elle une réalité têtue, un état grave, un mal qui ronge. Au rythme où va la domestication de l'information, il n'y aura bientôt plus besoin pour le gouvernement de censure, car il n'y aura plus rien à censurer». Le PCF n'est pas en reste : «Les travaux de la commission ont confirmé par des faits irréfutables et des preuves éclatantes que ne cesse de dénoncer le PCF : la main-mise apesantie du pouvoir sur les moyens d'information, la discrimination et le favoritisme politiques, les licenciements arbitraires de journalistes.» C'est tout juste si les uns et les autres n'ont pas repris à leur compte la fameuse affiche de Mai 68 : «Tous les soirs à 20h la police vous parle».

Des policiers, Gicquel ou Poivre d'Arvor ? Pas si simple...

Et pourtant, l'information en France est bel et bien colonisée, manipulée, organisée par le pouvoir en place, celui de Giscard. Et si ce ne sont ni des policiers ni des militants giscardiens qui signent les articles ou parlent à la télé, c'est que les rouages sont plus subtils, pour être plus efficaces.

Quatre grands canaux

L'information, dans notre pays passe par quatre grands canaux : Les journaux quotidiens de partis, la «presse nationale», la presse régionale et l'audio-visuel, radio et télévision.

A l'exception du premier de ces canaux, évidemment le



Un maquillage quotidien de la réalité

I - COMMENT INTOXIQUER SANS EN AVOIR L'AIR

moins diffusé, les trois autres sont tous aux mains de la classe dirigeante.

De ce point de vue, il est significatif de constater que ni le RPR ni l'UDF ne disposent officiellement d'un quotidien national... ce qui n'empêche nullement leur expression dans la presse écrite ou audio-visuelle. Non liée à un parti, la presse nationale (le Figaro, le Monde, France soir, etc...) n'est pas non plus organiquement liée à l'Etat. Elle fonctionne de manière autonome des partis et de l'Etat, mais en reproduisant les modes de pensées, l'idéologie de la classe dominante. Là est sa vraie puissance, et aussi sa vraie efficacité pour la bourgeoisie.

L'efficacité est même d'autant plus grande que les journaux en question font preuve d'un plus grand détachement face à la «politique» du pouvoir. Un quotidien fait ouvertement par les giscardiens, où s'exprimerait ouvertement le gouvernement, aurait moins d'impact que s'il se donne l'apparence de l'objectivité. Pour que les éloges soient vraiment flatteurs, il faut donner l'impression de blâmer... On le verra par la suite, l'apparence du détachement est un des grands axes de la télévision giscardienne.

Chaque jour, la «presse nationale» hors parti vend quelque 2 millions de journaux. C'est énorme, c'est dix fois supérieur aux ventes de la presse de parti. Mais ce n'est rien à côté des ventes de la presse régionale (près de 7 millions de journaux chaque jour).

Là, la main-mise du pouvoir est plus spécifique, plus directe aussi : elle passe par l'AFP (voir ci-contre).

L'audio-visuel d'abord

Quel que soit le pouvoir de la presse écrite, c'est cependant l'audio-visuel qui aujourd'hui règne en maître au royaume de l'information. Chaque soir, en

rentrant du travail, plusieurs dizaines de millions de personnes voient et entendent les journaux télévisés de 20 h. Le matin, avant de partir travailler, c'est la radio que les «informe». Pouvoir énorme, pouvoir démesuré, pouvoir suffisamment décisif pour que l'Etat ait de tout temps tenu à assurer sa mainmise sur ce secteur.

On sait ce qu'il en est aujourd'hui de la «valse des directeurs» : en avril 77, le giscardien Gouyou-Beauchamps, préfet, remplace le gaulliste Baudoin à la tête de la Sofirad (Société Financière de Radio diffusion)

qui contrôle Europe 1 et Monte-Carlo. L'autre principal dirigeant d'Europe 1 étant Jean-Luc Lagardère, PDG de Matra, société qui travaille à 80 % avec l'Etat pour sa production d'armement. En avril 78, le conseiller personnel de Giscard, Cannac, remplace Méo à la tête de l'agence Havas, qui répartit la publicité, et donc l'argent. Depuis, Méo est devenu conseiller... de Chirac. En janvier 1977, Elkabbach arrive à la tête du service de l'information d'Antenne 2, suivi par Ulrich, nouveau PDG de la chaîne, en janvier 78. Et il faudrait citer Bassi à Monte-Carlo, Cavada à FR 3 (septembre 78), Castans à

RTL (novembre 78), Mougeotte à Europe 1 (janvier 75), etc...

Des traditions solidement ancrées

Les vertueuses indignations des partis qui n'ont plus accès au pouvoir valent d'être relativisées, puisqu'aussi bien l'information audio-visuelle a toujours été contrôlée par le gouvernement en place.

En 1948, le ministre de l'Information expliquait que «la radio-diffusion française a quotidiennement à faire de la politique, une politique nationale de défense des intérêts de la France». Ce ministre s'appelait François Mitterrand.

Quand à Alain Peyrefitte, il explique ainsi son arrivée au ministère de l'Information, en 1962 : «Christian de la Malène, à qui je succède dans le premier cabinet de Georges Pompidou, me montre sur le bureau une batterie de boutons-sonnettes : celui-ci, c'est pour faire venir l'huissier, cet autre, le chef de Cabinet, et celui-là, le directeur de la RTF, le directeur des journaux parlés et télévisés, le directeur des programmes de télévision, le directeur des programmes radios... tous les jours, vers 17 h, vous les appellerez pour arrêter les grandes lignes du journal du soir, à la radio et à la télévision».

La grande nouveauté du règne giscardien, que nous verrons dans notre prochaine édition, c'est que ni Henri Marque, directeur de l'information à TF 1, ni Elkabbach pour Antenne 2, n'ont besoin d'être convoqués chez le ministre. Ils font eux-mêmes le journal qui convient au pouvoir.

Du correspondant de l'AFP au quotidien régional

UN QUADRUPLE FILTRAGE

L'Agence France-Presse est une des clés de l'information en France. Parce qu'elle fournit la matière brute qu'est l'information, mais aussi parce que ses dépêches constituent en général la quasi-totalité des nouvelles nationales publiées par les quotidiens régionaux, ceux-là même qu'achètent près de 7 millions de Français. On regarde les pages locales, et puis on jette un coup d'œil «aux nouvelles», celles de l'AFP. Or l'AFP, c'est l'Etat. Pas officiellement, non. L'Agence est depuis 1957 un organisme «autonome». Simplement, l'Etat est son plus gros client, puisque 60 % des recettes proviennent des abonnements des ministères, des administrations, des ambassades. Principal client, l'Etat impose ses vues, par exemple dans la nomination du PDG.

Le fonctionnement de l'AFP est cependant complexe, et ne se résume pas aux pressions ouvertes du pouvoir, même si celles-ci existent. L'AFP, c'est d'abord 2 000 journalistes et correspondants, répartis dans 160 pays. Ils ont une tâche, et une seule : envoyer des informations. Première sélection : si les correspondants en France envoient en général une masse de faits «bruts», les journalistes à l'étranger agissent plus selon leur «sensibilité» ; et bien évidemment, la direction de l'AFP veille à qui elle envoie dans telle ou telle partie du monde. Toutes les informations ainsi reçues, par télex ou téléphone, sont emmagasinées par un ordinateur, qui regroupe les nouvelles par sujets et les répartit dans ses terminaux.

sent sur leurs consoles de visualisation, terminaux de l'ordinateur. Deuxième sélection : les journalistes «traitent» les informations. «Traiter», ça peut vouloir dire simplement regrouper diverses nouvelles pour en faire une seule et même dépêche. Cela peut vouloir dire aussi, selon la «sensibilité» du journaliste, considérer que telle ou telle information ne mérite pas d'être reproduite. Cela peut vouloir dire enfin mettre sous le coude une série d'informations jugées «délicates». La feuille d'impôts de Giscard, par exemple, n'a pas été diffusée par l'AFP. Au moment des pitreries du gouvernement et de Bokassa sur l'aéroport d'Evreux, l'AFP a aussi été d'un silence remarqué.

Qui reçoit quoi ?

Une fois rédigée, les dépêches doivent être expédiées aux abonnés. Pas toutes évidemment : aucun organe de presse n'est en mesure de traiter lui-même les 600 à 800 000 mots expédiés par l'Agence. Il faut faire un tri, en fonction des centres d'intérêt de chacun. L'AFP ne va pas envoyer ses dépêches sur la grève d'Alstom au Washington Post ou telle péripétie de la campagne de Kennedy à la République du Centre. Troisième sélection : la presse régionale ne reçoit que les informations que l'AFP daigne lui communiquer. Alstom Belfort ? Pas intéressant pour l'Indépendant de Perpignan. Les manœuvres du Pacte de Varsovie ? Pas intéressant pour Les Dernières Nouvelles d'Alsace.

La boucle est bouclée. Il ne restera plus aux rédacteurs en chef des quotidiens régionaux qu'à choisir parmi les dépêches parvenues, et près de 7 millions de lecteurs de province seront désinformés, manipulés, intoxiqués.

Dans notre prochaine édition :

DANS LES COULISSES DE LA CENSURE LIBERALE

La salle des DESKS

Nous voilà dans la «salle des desks», où jour et nuit, en permanence, une trentaine de journalistes prennent connaissance des nouvelles qui apparais-